

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

TN/S/W/24
30 septembre 2004

(04-4111)

Conseil du commerce des services
Session extraordinaire

Original: anglais

COMMUNICATION DU CANADA

Importance des engagements relatifs au mode 3

La communication ci-après, datée du 29 septembre 2004 et adressée par la délégation du Canada, est distribuée aux membres du Conseil du commerce des services.

I. QUESTION

1. La publication récente par la CNUCED du rapport sur l'investissement dans le monde 2004 intitulé "The Shift Towards Services" et l'une de ses principales conclusions – à savoir que la composition de l'investissement étranger direct (IED) a évolué, donnant une plus grande place aux services dans toutes les régions – constitue un message important et opportun pour les négociations au titre de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS). Étant donné la relation qui existe dans toutes les économies entre le mode 3 de l'AGCS et les investissements, cette conclusion ainsi que d'autres conclusions du rapport mettent en évidence la possibilité offerte à tous les Membres de tirer parti de l'amélioration du climat des investissements pour les fournisseurs de services en axant leurs efforts sur le renforcement des engagements relatifs au mode 3 dans le contexte des négociations en cours au titre de l'AGCS.

II. CONTEXTE

2. Une des principales conclusions du Rapport sur l'investissement dans le monde 2004 est qu'il y a des indications selon lesquelles la composition de l'IED a évolué, donnant une plus grande place aux services dans toutes les régions, et que cette tendance devrait se poursuivre. En outre, la composition des secteurs de services absorbant l'IED pour les services se diversifie de plus en plus, et toutes les régions devraient voir augmenter leurs entrées d'IED dans les prochains mois.

3. Tout aussi intéressante est la conclusion selon laquelle, alors que les pays développés sont l'élément moteur de la reprise des flux mondiaux d'IED, certains pays en développement deviennent eux-mêmes des investisseurs. Le rapport indique que les flux d'IED sortant des pays en développement deviennent de plus en plus importants. En outre, il est dit que les sociétés transnationales des pays en développement sont "transnationalisées" à un rythme plus rapide que celles des pays développés – tendance qui devrait également se poursuivre.

4. Une troisième conclusion illustre l'importance des accords commerciaux internationaux, comme l'AGCS, qui portent sur l'investissement. Le rapport conclut qu'ils peuvent offrir un cadre stable, prévisible et transparent permettant d'attirer des investissements et d'en tirer profit. Simultanément, il est noté que la réalisation optimale de ces avantages potentiels peut rester difficile.

./.

5. Le Canada estime que l'AGCS contient des dispositions permettant d'atteindre un juste équilibre entre d'une part mettre à profit les accords commerciaux liés à l'investissement dans le cadre d'une stratégie visant à attirer l'IED, et d'autre part, maintenir une flexibilité permettant de poursuivre des stratégies de développement nationales dans le secteur des services – question qui peut être particulièrement importante pour les pays en développement Membres.

6. Étant donné ces conclusions, il semble clair qu'il serait intéressant pour un grand nombre de Membres de l'OMC que l'on progresse au cours de la série de négociations sur l'AGCS en cours sur les questions et engagements relatifs au mode 3. En insistant davantage lors de ces négociations sur leurs intérêts en matière de présence commerciale, les Membres peuvent faciliter la réalisation des avantages potentiels de l'IED en offrant un environnement favorable à cette importante activité du secteur privé.

III. PROPOSITION

7. Compte tenu des conclusions exposées dans le Rapport sur l'investissement dans le monde 2004, et à titre de mesure importante pour étudier les possibilités qu'offrent les engagements relatifs au mode 3 pour tous les Membres, le Canada suggère que la CNUCED soit invitée à présenter ce rapport à la prochaine réunion de la Session extraordinaire du Conseil du commerce des services.
